

Dr. Yeela Raanan

190 000 Arabo Bédouin environ (ou 2.6 pour cent de l'ensemble de la population d'Israël) vivent dans le désert du Néguev en Israël. Pendant la guerre de 1948, près de 65,000 des Bédouin Naqab (Néguev) ont fui à Gaza et en Cisjordanie, laissant seulement 12,000 personnes à l'intérieur des frontières d'Israël. Au début des années 1950 le gouvernement Israélien concentra ces populations autochtones semi-nomades dans une zone géographique restreinte appelée Siyag (Siyaj en Arabe) restreinte à l'est du Néguev d'environ 1,000 km² (soit environ 10% du territoire originaire Bédouin). Aujourd'hui, la moitié de la population Bédouine vit dans des villages non reconnus par l'Etat d'Israël. Ces villages n'apparaissent pas sur les cartes israéliennes, n'ont pas de panneau de signalisation pour indiquer leur existence, sont dénués des services et infrastructures de base, incluant routes pavées, services d'eau, services des déchets, électricité, écoles et cliniques. Il est illégal de construire des structures permanentes dans ces villages. Ceux qui le font risquent des amendes conséquentes et la destruction de leurs maisons. L'autre moitié de la population Bédouin est concentrée dans 7 municipalités créées par le gouvernement, construites entre la fin des années 1960 et le début des années 1990 dans la région de Siyag comme centres urbains, accordant peu ou pas de considération pour le mode de vie traditionnel des Arabes Bédouin et sans fournir de possibilités d'emploi local.

D'après tous les témoignages, les Bédouin Naqab sont les citoyens les plus désavantagés d'Israël.¹ Les villages non reconnus se sont battus pour leur droit à la propriété, à l'égalité, à la reconnaissance et à la poursuite de leur mode de vie distinctif depuis des années. Les municipalités sont parmi les 8 plus pauvres du pays. La situation ne s'est pas améliorée en 2010 et, dans l'attente de l'adoption du plan Praver, le futur reste sombre.

La Commission Prayer

Depuis plus d'un an, les Bédouin Naqab ont attendu la création de la Commission Praver. Cette commission, dirigée par Ehud Praver du bureau du Premier Ministre, a été établie au début 2009 pour traduire les recommandations de la Commission Goldberg² en plan opérationnel d'action pour la résolution du problème de la non reconnaissance des villages et des revendications territoriales des Bédouin. Soumis au Premier Ministre à la mi

2010, le plan est en attente d'approbation avant d'être présenté au gouvernement et au public.

Ni les Bédouin ni les ONG travaillant avec leurs communautés n'ont été intégrés au travail de la Commission et, encore aujourd'hui il n'existe aucune identification claire de ce qui les attend. Cependant, selon des sources anonymes du gouvernement, le plan intègre une reconnaissance partielle de 45 villages définis comme «non reconnus» et l'expulsion massive du reste des municipalités désignées par le gouvernement.³ Les villages seront reconnus selon des critères spécifiques (et sévères), comme par exemple l'exigence d'un minimum de 2000 résidents ; il sera laissé aux propriétaires le choix de renoncer à leurs droits en échange de l'attribution de terres correspondant approximativement à 20% des leurs, terres situées dans un territoire défini par les autorités israéliennes, en plus d'une faible compensation monétaire. Si les propriétaires refusent cette offre, ils devront saisir les tribunaux, mais aucun Bédouin n'a jamais obtenu dans ce cas gain de cause devant un tribunal israélien.

Le bureau du Premier Ministre bloque la reconnaissance des villages Bédouin

En juillet, le bureau du Premier Ministre franchit un pas sans précédent en bloquant la reconnaissance par le Conseil National de Planification et de Construction de deux villages Attir/Im al Hiran et Tel Arad, en exigeant une discussion expédiée basée sur de «nouvelle preuve».⁴

Le bureau du Premier Ministre a ainsi renversé le processus démocratique que la communauté Bédouine a mis 15 ans à achever après qu'il ait découvert que les villages bédouins n'étaient pas mentionnés dans le nouveau plan métropolitain pour Beersheva. Le procès a englobé une décision de la Cour suprême (1995) sur l'intégration des communautés/villages bédouins dans le plan du Conseil Nationale de Planification et de Construction, et l'interjection d'un appel officiel en 2009 par ce même conseil après qu'il est été découvert qu'un nouveau plan de développement incluait seulement 11 villages nouvellement reconnus, laissant 34 villages sans reconnaissance. Le Conseil a répondu en désignant un enquêteur, dont les recommandations ont été substantiellement adoptées en juillet 2010.

Ces recommandations incluait une reconnaissance minimale de 16 nouveaux villages non encore reconnus, d'abord sans être des villages indépendants mais en étant rattachés à des municipalités existantes, ou à de nouveaux villages. Comme il a été révélé,⁵ cela impliquera « déplacement et transfert de populations entre villages dans le but de les mettre en cohérence avec d'autres plans nationaux de développement, tel que celui des routes ». Les recommandations ignorent le lien historique entre les habitants locaux et leurs parcelles de terre spécifiques, et les groupes de défense des droits ont répondu

en disant que beaucoup de ces recommandations sont vouées à l'échec si la population locale n'est pas pleinement intégrée au processus de planification. Plus significatif, les discours des activistes israéliens adressés aux autorités gouvernementales ont annoncé que tout village non inclus dans le plan définitif pour l'avenir des Bédouin...sera évacué, détruit et leurs terres transférées aux mains de l'Etat pour le développement des villes, routes et fermes juives.⁶

L'éradiction du village : le cas de Twail Abu-Jarwal et de Al Araqib

L'année 2010 a vu une augmentation nette des raids contre les villages non reconnus, puisque le Ministère de l'intérieur, l'administration des territoires Israélien (ILA) ⁷ et le District sud de la Police d'Israël ont conjointement décidé en Février de tripler le rythme de la destruction des maisons.⁸ La violence utilisée durant ces raids a par ailleurs augmenté.

Trente villages maintenant ont été touchés par de telles actions, et la municipalité de Rahat a même médiatisé la démolition d'une de ses mosquées en Novembre. Les cas de non reconnaissance des villages de Twail Abu-Jarwal et d'Al Araqib ont, cependant, été particulièrement marquants. Twail Abu-Jarwal et Al Araqib, durant les trois dernières années, ont été détruits plus de 40 fois, 8 fois cette année. Dans le but de diminuer la capacité de ces villages de résister et de reconstruire leurs maisons, les arrestations sont aujourd'hui une part du processus. Au début de décembre, 8 des 18 personnes arrêtées en juin attendaient encore en prison leurs procès. Depuis ces arrestations, les villages ont tout sauf disparus, comme certains autres villages ont reçu des ordres de restriction pour prévenir la perte des terres de leurs villages. Les arrestations ont aussi entraîné une perte financière sérieuse pour les familles, du aux cautions mais également à la perte des salaires des jeunes hommes.

Al Araqib a été entièrement rasé le 27 juillet, quand 1300 officiers de police armés en tenues d'émeute, munis de casques et de boucliers sont entrés dans le village à 4h30 du matin. Les forces incluaient des cavaliers, des hélicoptères, des inspecteurs de l'ILA (administration israélienne du territoire) et des équipes de démolition avec bulldozers. Les équipes ont déplacées de manière forcée les villageois - principalement des enfants et des personnes âgées - de leurs maisons avant que l'opération de démolition commence, laissant 300 personnes sans refuge ni eau dans la plus chaude saison de l'été dans le désert. Au total, 46 structures (dont 30 maisons) ont été complètement détruites avec les bergeries, les poussinières, les vergers et les oliveraies - la source de survie des villages. Plus de 1000 arbres ont été déraciné et emmenés. Les habitants n'ont pas eu le temps de récupérer leurs affaires, et leurs biens comme leurs générateurs, leurs voitures et leurs tracteurs ont été saisis.⁹

C'est la première fois que le gouvernement a usé d'une telle force dans une offensive contre les habitants des villages non reconnus. Cette destruction

massive n'a cependant pas dissuadé les villageois de reconstruire leurs villages avec des tentes. Ces 15 tentes ont depuis été détruites plus de sept fois, et ont systématiquement été remontées après avoir été passées au bulldozer. Pendant ces raids, les personnes supportant la lutte d'Al Araqib ont été brutalement attaquées et temporairement arrêtées. Un évènement d'une méchanceté particulière fut lorsque Madame Haya Noah, activiste juive de 50 ans, a été battue au sol et frappée à coups de pied parce qu'elle avait demandé à voir l'ordre de démolition des policiers.

Le rôle du Fond national juif et de la God TV

Le problème rencontré par les habitants de Al Araqib est que non seulement leur territoire a été désigné par la Plan de Beersheva Metropolitan comme une zone de « forêt et forestation » mais également une zone pour laquelle, comme l'a stipulé la Commission Goldberg, les Bédouins ne recevront aucune compensation pour leurs terres.

Al Araqib existait avant la création d'Israël (1948). Les personnes avaient été expulsées en 1951 mais ont continué à utiliser leurs terres à des fins agricoles (bien que leurs cultures aient été régulièrement détruites par le gouvernement) et à enterrer leurs morts dans le cimetière du village. En 1998, le Fond National Juif (FNJ) a commencé à planter des arbres sur leurs terres. Ayant peur que leur territoire ne soit transformé en forêt, rendant toute agriculture ou toute activité de construction impossible, les villageois se sont retournés pour le défendre des activités de boisement du FNJ.

Le Fond National Juif prétend qu'il ne s'agit que d'appliquer les politiques gouvernementales. Ces politiques sont cependant discriminatoires et ont pour objectif de s'assurer que les villages Bédouins ne puissent pas survivre et que les résidents soient déplacés et relocalisés. Dans le but de les implanter, le FNJ utilise des fonds qu'il rassemble dans les communautés juives au niveau mondial. Il utilise également des donations provenant d'une chaîne de télévision évangéliste internationale - GOD TV- qui prétend avoir reçu les « *instructions de Dieu....pour préparer le territoire au retour de son Fils....Plante un million d'arbre* ». ¹⁰ Il est quelque peu ironique qu'une organisation juive qui « *rachète la terre pour les personnes juives* » soit supportée par un ministère évangélique qui souhaite utiliser Israël et la plantation d'arbres pour favoriser le retour du Christ (ce qui par conséquent entrainera la conversion de tous les juifs).

Notes

¹ Voir le Rapport Shadow soumis par le Forum de la Coexistence Negev pour l'Égalité Civile : « Réponse au Rapport de l'État d'Israël sur l'implantation d'une convention sur les droits économiques, sociaux et culturels (ICESCR), Octobre 2010, sur <http://www.dukium.org>

² La Commission Goldberg (2007) a été chargée de formuler une nouvelle politique et des réglementations en considération des demandes des Bedouin Naqab. Pour plus de détails, voir *The Indigenous World* 2010.

³ Jnews, 28 July 2010. Voir <http://jnews.org.uk/news/rumours-of-displacement-plans-for-the-bedouin-of-the-negev-desert>

⁴ Voir le site Haaretz :

<http://www.haaretz.com/print-edition/news/pmo-blocks-recognition-of-bedouin-villages-1.325080>

⁵ JNews, 28 July 2010.

⁶ Ibid.

⁷ Le ILA est l'agence du gouvernement responsable de la gestion de 93% du territoire israélien détenu par l'Etat.

⁸ Voir le site du Forum de la co-existence Negev : <http://dukium.org/>.

⁹ Rapport d'Human Rights Watch, 2010 :

sur <http://www.hrw.org/en/news/2010/08/01/israel-halt-demolitions-bedouin-homes-negev> et l'ancien rapport sur Al Araqib sur <http://www.dukium.org>

¹⁰ Voir leur vidéo sur <http://www.god.tv/excavation> selon laquelle 50 000 arbres ont déjà été plantés à Negev. Un signe où l'on peut lire «God TV Forests» a été placé après Al Araqib (voir <http://www.redress.cc/palestine/ngordon20101204>).

Dr. Yeela Raanan est née, a grandi et vit dans le Negev. Depuis les deux dernières décennies elle s'est investie dans le travail de la communauté Arabo-Bedouin dans le but de promouvoir leurs droits humains et civiques. Elle est à la tête des directeurs du Comité israélien contre la démolition des maisons (ICAHN - www.icahd.org).

Source : IWGIA, *The Indigenous World* 2011
Traduction pour le GITPA par Zoé Boirin -Fargues